

AVIS PUBLIC

AUX PERSONNES INTÉRESSÉES AYANT LE DROIT DE FAIRE UNE DEMANDE DE PARTICIPATION À UN RÉFÉRENDUM (OUVERTURE DU REGISTRE)

PROCÉDURE D'INSCRIPTION DES PERSONNES HABILITÉES À VOTER – DEMANDE ÉCRITE

PROJET PARTICULIER DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UNE IMMEUBLE (PPCMOI) DU 2525-2585, CHEMIN DE LA CÔTE-DE-LIESSE

À la suite de la séance de présentation publique par webinar le 26 mai 2021 et qui faisait suite à la consultation publique écrite tenue du 12 au 26 mai 2021, le conseil d'arrondissement de Saint-Laurent a adopté, à la séance ordinaire du 1er juin 2021, le second projet de résolution approuvant un projet particulier de construction, de modification, ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) au 2525-2585, chemin de la Côte-de-Liesse.

Le **second projet de résolution pour le PPCMOI du 2525-2585, chemin de la Côte-de-Liesse** visera notamment à autoriser l'installation d'un bâtiment accessoire temporaire pour le bâtiment industriel situé aux 2525 et 2585, chemin de la Côte-de-Liesse en dérogeant, de façon temporaire, aux dispositions du règlement RCA08-08-0001 sur le zonage relatives à l'installation d'un bâtiment accessoire, notamment quant aux matériaux de revêtement extérieur, au pourcentage d'espace vert, à l'implantation du bâtiment accessoire, au taux d'implantation au sol, au coefficient d'occupation du sol, au nombre de cases de stationnement, à la localisation des espaces à bureaux et à l'entreposage extérieur.

Les dispositions relatives à l'implantation du bâtiment accessoire, au taux d'implantation au sol, au coefficient d'occupation du sol, au nombre de cases de stationnement, à la localisation des espaces à bureaux et à l'entreposage extérieur sont susceptibles d'approbation référendaire et affectent la zone B18-027 délimité approximativement à l'est par le chemin de la Côte-de-Liesse, à l'ouest par la ligne latérale ouest de la propriété située au 128, rue Deslauriers et le prolongement de cette ligne de propriété jusqu'à la rue Gince, au nord par la rue Gagnon et au sud par l'emprise ferroviaire du REM.

Une demande de la part des personnes intéressées afin qu'un règlement ou résolution qui contient des dispositions susceptibles d'approbation référendaire soit soumis à leur approbation, conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

En vertu de l'arrêté ministériel 2020-033 du 7 mai 2020, toute procédure qui implique le déplacement ou le rassemblement de citoyens doit être remplacée par une consultation écrite, annoncée au préalable par un avis public.

Ainsi, toute personne peut transmettre des commentaires écrits, par courriel ou par courrier, pendant 8 jours suivant la publication de l'avis concernant les règlements, soit du **10 au 17 juin 2021**.

Une demande écrite doit :

- indiquer le titre du règlement ou le numéro de la zone visée ainsi que le nom, l'adresse et la qualité de la personne habilitée à voter qui la transmet;
- être accompagnée d'une copie de l'un des documents prescrits pour établir son identité soit :
 - une carte d'assurance-maladie délivrée par la Régie de l'assurance-maladie du Québec;
 - un permis de conduire ou permis probatoire délivré sur support plastique par la Société de l'assurance automobile du Québec;
 - un passeport canadien;
 - un certificat de statut d'Indien;
 - une carte d'identité des Forces canadiennes.
- être reçue au bureau du secrétaire d'arrondissement, soit:
 - **Par courriel** en indiquant dans l'objet « **Demande écrite tenant lieu de registre – (inscrire le numéro du règlement)** » à l'adresse suivante: benoit.turenne@montreal.ca; ou
 - **Par la poste** en indiquant dans l'objet « **Demande écrite tenant lieu de registre – (inscrire le numéro du règlement)** » à l'adresse suivante :

Bureau du secrétaire d'arrondissement
777, boulevard Marcel-Laurin
Saint-Laurent (Québec) H4M 2M7

Toute lettre ou courriel devra être reçu au plus tard le **17 juin 2021 à 16 h 30**.

Le projet de règlement pour lequel le nombre de demandes requis n'est pas atteint, sera réputé adopté par les personnes habilitées à voter.

Les résultats de la procédure d'enregistrement à distance des personnes habilitées à voter seront annoncés lors d'une séance ultérieure du conseil d'arrondissement ou aussitôt qu'ils seront disponibles.

Conditions pour être une personne intéressée à signer une demande

Toute personne qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 4 mai 2021 :

- être domiciliée dans la zone d'où peut provenir une demande; et
- être domiciliée depuis au moins six mois au Québec; ou

Tout propriétaire unique d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 4 mai 2021 :

- être propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise situé dans la zone d'où peut provenir une demande depuis au moins douze mois ; ou

Tout copropriétaire indivis d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 4 mai 2021 :

- être copropriétaire indivis d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise situé dans la zone d'où peut provenir une demande depuis au moins douze mois;
- être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou occupants depuis au moins douze mois comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant. Cette procuration doit être produite avant ou en même temps que la demande.

Dans le cas d'une personne physique, il faut qu'elle soit majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être sous curatelle.

Dans le cas d'une personne morale, il faut :

- avoir désigné parmi ses membres, administrateurs ou employés, par résolution, une personne qui, le 4 mai 2021 est majeure, de citoyenneté canadienne, qui n'est pas sous curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue à la loi.

Fait à Montréal,
Le 9 juin 2021

Benoit Turenne
Secrétaire du conseil d'arrondissement